



Cofinancé par
l'Union européenne
FEAMPA

**Marché de prestations de services pour la collecte
d'échantillons biologiques, l'estimation de la taille, de
l'âge, du sexe et le stade de maturité d'espèces de
poissons de l'océan indien dans le cadre du projet
POPSICLE**

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

2024-LIRMM-07

Date et heure limites de remise des plis

12/08/2024 à 12 heures 00

SOMMAIRE

1.	OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
2.	CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE.....	5
3.	PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS.....	8
4.	EXAMEN DES CANDIDATURES	11
5.	EXAMENS DES OFFRES	11
6.	SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	14
7.	SIGNATURE DES DOCUMENTS.....	16
8.	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	17

1. OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

■ Acheteur :

CNRS Délégation Occitanie Est

Adresse : 1919 Route de Mende

34293 Montpellier cedex 5

Courriel : achatsdr13@dr13.cnrs.fr

Site internet : <https://www.occitanie-est.cnrs.fr/>

Profil d'acheteur : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

■ Objet des prestations :

Le présent Règlement de la consultation concerne des prestations de services pour la collecte d'échantillons biologiques, l'estimation de la taille de population reproductrice d'espèces de poissons de l'océan Indien en utilisant des méthodes génétiques par Close-Kin Mark Recapture (CKMR) et l'estimation de l'âge, le sexe et le stade de maturité de ces espèces à partir d'échantillons biologiques.

Cet accord-cadre est exécuté dans le cadre du projet FEAMPA « POPSICLE ».

La consultation a pour objet trois (3) types de prestations définies infra.

■ Lieux d'exécution des prestations :

Pour le lot n°1 : L'Océan INDIEN avec un lieu de site d'études : La Réunion

Pour le lot n°2 et 3 : les lieux sont non-localisés.

■ Codes CPV et NACRES :

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code CPV	Libellé CPV
77700000-7	Services liés à la pêche
60161000	Services de transport de colis
73112000-0	Services de recherche marine

La nomenclature interne (NACRES) se décompose de la façon suivante :

Code NACRES	Libellé NACRES
NE.0	BIOLOGIE : Services d'analyse génétique

■ Décomposition en lots et tranches :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition en tranches.

Les prestations sont réparties en trois lots :

Lot(s)	Désignation
1	Collecte d'échantillons biologiques

2	Estimation de la taille de population reproductrice d'espèces de poissons de l'océan Indien en utilisant des méthodes génétiques par Close-Kin Mark Recapture (CKMR)
3	Estimation des paramètres biologiques (sexe, âge, stade de maturité) par des méthodes génétiques

Les candidats peuvent remettre une offre pour plusieurs lots.

Les spécifications techniques attendues sont décrites dans le CCTP propre à chaque lot et joint à la présente consultation.

■ **Forme du contrat :**

La présente consultation donnera lieu à l'établissement d'un accord-cadre en application des articles L.2125-1 et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2121-8 du Code de la commande publique.

Ainsi, la présente procédure est divisée en 3 lots qui donneront à la conclusion de 3 accords-cadres mono-attributaires à bon de commande.

Conformément à l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, chaque accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum fixé ci-dessous **pour la durée totale de l'accord-cadre** :

Lots	Montants minimums de commande (en euros HT)	Montants maximums de commande (en euros HT)
1	Sans	15 000 € HT
2	Sans	100 000 € HT
3	Sans	33 750 € HT

Le montant prévisionnel de prestations attendues sur l'ensemble de la durée de chaque lot de l'accord-cadre est le suivant :

- Lot 1 : 15 000 € HT
- Lot 2 : 100 000 € HT
- Lot 3 : 33 750 € HT

Ces montants n'ont qu'une valeur indicative qui ne saurait se substituer aux **montants maximums** indiqués ci-dessus. Cette information ne saurait engager le CNRS et lui être opposable si le montant estimatif des prestations défini par lot n'est pas atteint ou est dépassé dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

■ **Durée du contrat :**

L'accord-cadre entre en vigueur à compter de sa notification. La date de notification est la date de réception de la copie de l'accord-cadre signé des deux parties au Titulaire (sur PLACE).

L'accord-cadre pour ce lot 1 est conclu pour une durée **d'un (1) an** à compter de sa date de notification. L'accord-cadre est ensuite **reconduit tacitement** à chaque date anniversaire du contrat.

Le nombre des reconductions est limité à **1** avec une durée **d'un an** par période reconduite. En conséquence, la durée de validité maximale de l'accord-cadre est fixée à **2 ans** à compter de la date de notification du marché.

L'accord-cadre pour le lot 2 et 3 est conclu pour une durée **d'un an** à compter de sa date de notification. L'accord-cadre est ensuite reconduit tacitement à chaque date anniversaire du contrat.

Le nombre des reconductions est limité à **2** avec une durée **d'un an** par période reconduite. En conséquence, la durée de validité maximale de l'accord-cadre est fixée à **3 ans** à compter de la date de notification du marché.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

■ **Réalisation des prestations similaires :**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ **Procédure de passation :**

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert, en application des articles L2124-2, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

En cas d'absence d'offre régulière à la présente consultation, l'acheteur se réserve la possibilité de recourir à l'article R.2122-2 du Code de la commande publique.

■ **Variantes :**

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

■ **Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) :**

La consultation ne prévoit pas la présentation et le chiffrage de prestations supplémentaires éventuelles.

■ **Modalités essentielles de financement :**

Les prestations seront financées sur la base du Programme national « Le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture (FEAMPA) ».

■ **Réponse et groupement :**

Conformément à l'article R2142-20 du Code de la Commande Publique, les opérateurs économiques candidats peuvent présenter leur candidature et leur offre sous forme de groupement :

- soit conjoint (lorsque chaque membre du groupement s'engage à exécuter la (ou les) prestation(s) susceptible(s) de lui être confiée(s) dans le marché). L'acte d'engagement est alors un document unique qui indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.
- soit solidaire (lorsque chaque membre du groupement est engagé pour la totalité du marché). L'acte d'engagement est alors un document unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que chacun des membres du groupement s'engage solidairement à réaliser.

Dans les deux formes de groupement, l'un des membres, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis à vis de la personne responsable du marché et en coordonne les prestations.

Les candidatures et les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la

passation du marché.

L'entreprise mandataire pour un groupement ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter plusieurs offres pour l'ensemble du marché en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un groupement.

■ **Sous-traitance :**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Elle est régie par les articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ou équivalent (voir le document annexé à l'acte d'engagement de la présente consultation).

Le titulaire du marché peut également déclarer un sous-traitant en cours d'exécution du marché selon les modalités fixées dans le Code de la commande publique.

NB : Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture (services ou travaux de pose ou d'installation).

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité de l'offre est de **120 Jours** à compter de la date limite de réception des offres.

En répondant à la consultation, le soumissionnaire s'engage à maintenir son offre pendant ce délai.

Si l'attribution du marché n'est pas effectuée dans ce délai, le CNRS pourra demander au candidat la prolongation de la validité de son offre. L'absence de réponse de la part d'un soumissionnaire dans le délai imparti vaut acceptation.

En cas de désaccord d'un des candidats à cette demande, le CNRS se réserve la possibilité de poursuivre la procédure avec les seuls candidats ayant maintenu leur offre via accord express ou absence de réponse.

Dans le cas où il n'est pas donné suite à la procédure adaptée, le soumissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

■ **Modalités de retrait du dossier de consultation :**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <http://www.marches-publics.gouv.fr> (référence de la consultation : **2024-LIRMM-07**).

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Conformément à l'article 1er de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des candidats téléchargeant un dossier de consultation n'est pas obligatoire. Toutefois, afin d'être en mesure de leur transmettre automatiquement, au cours de la procédure, toute information complémentaire utile, les candidats sont invités à s'identifier. A défaut, il leur appartiendra de récupérer ces informations par leurs propres moyens.

Il est donc recommandé d'utiliser la plateforme de dématérialisation pour télécharger le DCE et de s'inscrire pour recevoir tous les échanges électroniques durant la consultation. Le CNRS prévoit d'utiliser cette voie pour transmettre les réponses aux questions des candidats et les précisions complémentaires éventuellement fournies aux candidats pour établir leur offre. Il est recommandé de mentionner une adresse électronique valide durant toute la durée de la procédure, afin d'être informé automatiquement d'une quelconque modification du dossier ou de tout autre information délivrée dans le cadre de la consultation. En aucun cas, le CNRS ne saurait être tenu responsable du manque d'information du candidat par défaut d'adresse électronique, ou d'adresse invalide.

De plus, afin d'être informé des échanges, le candidat doit vérifier que l'adresse des échanges avec le profil d'acheteur, « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr », est accessible ou mise sur la liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans l'entreprise et s'assurer que les courriels provenant de cette plateforme/profil acheteur ne sont pas classés dans la rubrique « spam » de sa messagerie électronique.

■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Le présent Règlement de la consultation (RC),
- L'Acte d'engagement (AE) de chaque lot et ses annexes Bordereau des Prix Unitaires, propres à chaque lot,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Les Formulaire DC1 (lettre de candidature), DC2 (déclaration du candidat), et DC4 (Déclaration de sous-traitance).

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments ou de modifications aux documents de la consultation. Toutes réserves et modifications portées directement par le soumissionnaire sur les documents de la consultation sont susceptibles de justifier son élimination.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

■ Constatations d'erreurs ou d'omissions dans les documents :

Au cours de ses études, le candidat est tenu de signaler toutes les anomalies, erreurs ou omissions qu'il aura relevées à la lecture des pièces constitutives du présent dossier. Il demandera au représentant du CNRS toutes précisions utiles.

Le candidat ne peut en aucun cas se prévaloir de ces erreurs, anomalies ou omissions pour justifier une demande d'augmentation du montant du contrat. Il exécutera comme étant compris dans le contrat toutes les fournitures nécessaires au parfait achèvement du contrat.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Modalités de remise des offres et des candidatures :

Les offres et les candidatures doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur le profil d'acheteur : <http://www.marches-publics.gouv.fr> (référence de la consultation : **2024-LIRMM-07**). La transmission des offres sur support papier est interdite.

Cette consultation fait l'objet d'une publication au JOUE.

L'envoi des documents sur une boîte mail d'un contact CNRS indiqué dans les documents de la consultation n'est pas autorisé.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites qui ont été annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

La copie de sauvegarde est :

- Soit remise en mains propres contre récépissé,
- Soit expédiée par voie postale, à l'adresse suivante : **CNRS Délégation Occitanie Est, SFAC Pôle Achats bureau 210, 1919 route de Mende, 34293 Montpellier cedex 5.**

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

« Copie de sauvegarde - NE PAS OUVRIR »

AOO -

**Marché de prestations de services pour la collecte d'échantillons biologiques, l'estimation de la taille, de l'âge, du sexe et le stade de maturité d'espèces de poissons de l'océan indien dans le cadre du projet POPSICLE – Lot X
1919 Rte de Mende, 34293 Montpellier, Cedex 5**

La copie de sauvegarde est la copie de la réponse électronique destinée à se substituer, en cas d'anomalies ou de difficultés limitativement énumérées, aux dossiers des candidatures et des offres transmis par voie électronique.

Conformément à l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, cette dernière sera ouverte par le Pouvoir Adjudicateur dans deux hypothèses :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais, ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait

commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Les heures d'ouverture au public du Pôle Achats du CNRS Occitanie Est sont les suivantes : 9H30 - 11H30 /14H00-16H00 du lundi au vendredi, hors jours de fermeture et jours fériés. **Le jour de fermeture est le suivant : le 16 août 2024.**

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents par voie électronique. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.referencess.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

■ **Présentation des plis (langue) :**

L'offre est entièrement rédigée en langue française conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994, et exprimées en EURO.

Si l'offre est rédigée dans une autre langue, elle doit être accompagnée d'une traduction en français, conformément à l'article R2151-12 du Code de la Commande Publique.

Cependant, le candidat peut remettre un descriptif technique des produits proposés, en langue anglaise. Dans ce cas, le représentant du pouvoir adjudicateur peut en exiger une traduction en langue française.

■ **Contenu des plis :**

➤ **A l'appui de sa candidature, le candidat doit fournir un pli avec les documents suivants:**

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles R. 2143-3, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-16, R. 2143-4 et R. 2143-16 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Document	Descriptif
Renseignements justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	<ul style="list-style-type: none">- Déclaration sur l'honneur ou- Renseigner la rubrique F1 - Exclusions de la procédure dans le formulaire DC1 (cocher la case correspondante) ou- Produire le numéro unique d'identification (SIREN de l'entreprise)
Lettre de candidature signée, en cas de groupement, par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité	Formulaire DC1 ou DUME
Déclaration du candidat	Formulaire DC2 ou DUME

Document	Descriptif
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	Jugement(s)

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Document	Descriptif
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles	Déclaration sur l'honneur ou Renseigner la rubrique F1 - Chiffres d'affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles dans le DC2.

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Document	Descriptif
Références	Liste des principales prestations (similaires), effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.
Déclaration indiquant le matériel, l'outillage et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature	Liste la plus exhaustive possible

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Les entreprises ayant moins de trois ans d'existence prouveront par tout moyen qu'elles possèdent les capacités professionnelles, techniques et financières requises.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document
Acte d'engagement dûment renseigné et daté, propres à chaque lot.
Bordereau des Prix Unitaires (BPU) dûment complété pour le lot concerné.
Offre technique détaillée du candidat qui peut prendre la forme d'un mémoire technique.

Concernant les prix unitaires et forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

■ **Dispositions complémentaires :**

Les éléments de la candidature et/ou de l'offre pourront faire l'objet de demandes de compléments ou de précisions.

4. EXAMEN DES CANDIDATURES

Le CNRS se réserve la possibilité, conformément aux dispositions de l'article R2161-4 du Code de la commande publique, d'examiner les offres avant les candidatures.

Dans ce cas, si l'analyse de la candidature de l'attributaire pressenti conduit à constater qu'il n'a pas justifié la régularité de sa situation administrative ou qu'il n'a pas démontré ses capacités professionnelles, techniques et financières, son offre est rejetée. La même vérification est alors effectuée en ce qui concerne le soumissionnaire dont l'offre est classée immédiatement après la sienne. Si nécessaire, cette procédure est reproduite tant qu'il subsiste des offres classées.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 7 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- **Garanties et capacités techniques et financières,**
- **Capacités professionnelles.**

Les candidats ne présentant pas les capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes au regard de l'objet et de l'importance du marché seront éliminés.

5. EXAMENS DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L2152-1 à L2152-8 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

La négociation n'est pas possible en procédure d'appel d'offres ouvert. Les candidats sont donc invités à remettre leur meilleure proposition au stade de la remise des offres.

Conformément aux articles L2152-7 et R2152-7 du Code de la commande publique, le CNRS choisira l'offre économiquement la plus avantageuse, en fonction des critères pondérés suivants :

■ **Critères de jugement des offres pour le lot n°1 :**

Critères	Pondération
1. Prix	40 %
2. Valeur technique	50%

Critères	Pondération
2.1 Garanties apportées en termes de qualité des moyens de communication utilisés, de rapidité et de sécurité des échanges/livraisons lors de l'exécution des prestations	20%
2.2 Garanties apportées en termes de moyens opérationnels mis en œuvre par le candidat afin de collecter des échantillons biologiques en milieu marin	10%
2.3 Garanties apportées en termes de profil et d'expérience du personnel dédié à l'exécution des prestations dans la réalisation de mesures biométriques et d'acquisition d'informations associées à une capture d'espèces	20%
3. Critère environnemental	10%

1. Prix des prestations

Ce critère sera apprécié au regard du montant de l'offre financière détaillée dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

2. Valeur technique

Ce critère sera apprécié au regard de la qualité des réponses apportées aux sous-critères techniques dans l'offre technique détaillée du candidat.

Concernant le mémoire technique du candidat, ce dernier présentera l'organisation et les moyens mis en œuvre par l'entreprise pour la bonne réalisation des prestations décrites au marché comprenant :

- La qualité des moyens de communication utilisés, de rapidité et de sécurité des échanges/livraisons lors de l'exécution des prestations ;
- Les moyens opérationnels mis en œuvre par le candidat afin de collecter des échantillons biologiques en milieu marin ;
- Le profil et l'expérience du personnel dédié à l'exécution des prestations dans la réalisation de mesures biométriques et d'acquisition d'informations associées à une capture d'espèces.

3. Critère Environnemental

Ce critère sera apprécié au regard des mesures relatives à l'exécution du marché prises par le candidat en faveur de la protection de l'environnement tels que :

- Le détail de l'utilisation de matériels ou de consommables ayant un faible impact environnemental pour la réalisation des prestations,
- Le candidat détaillera ses engagements pour limiter l'empreinte carbone de son activité en termes de déplacements.

L'absence de réponse à ce point ne rend pas l'offre irrégulière mais pénalisera le candidat pour l'analyse du critère concerné.

Les engagements pris par le soumissionnaire dans son offre constituent des engagements contractuels qui le lient au CNRS pour l'exécution du marché.

■ Critères de jugement des offres pour les lots 2 et 3 :

Critères	Pondération
1. Prix	40 %
2. Valeur technique	50%

Critères	Pondération
2.1 Garanties apportées en termes de qualité des moyens de communication utilisés, de rapidité et de sécurité des échanges lors de l'exécution des prestations	20%
2.2 Garanties apportées en termes de moyens opérationnels mis en œuvre par le candidat pour analyser des données génétiques permettant l'estimation de la taille de population reproductrice et des paramètres biologiques	20%
2.3 Garanties apportées en termes de profil et d'expérience du personnel dédié à l'exécution des prestations dans la réalisation de mesures biométriques et d'acquisition d'informations associées à une capture d'espèces	10%
3. Critère environnemental	10%

1. Prix des prestations

Ce critère sera apprécié au regard du montant de l'offre financière détaillée dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

2. Valeur technique

Ce critère sera apprécié au regard de la qualité des réponses apportées aux sous-critères techniques dans l'offre technique détaillée du candidat.

Concernant le mémoire technique du candidat, ce dernier présentera l'organisation et les moyens mis en œuvre par l'entreprise pour la bonne réalisation des prestations décrites au marché comprenant :

- La qualité des moyens de communication utilisés, de rapidité et de sécurité des échanges/livraisons lors de l'exécution des prestations ;
- Les moyens opérationnels mis en œuvre par le candidat pour analyser des données génétiques permettant l'estimation de la taille de population reproductrice et des paramètres biologiques ;
- Le profil et l'expérience du personnel dédié à l'exécution des prestations dans la réalisation de mesures biométriques et d'acquisition d'informations associées à une capture d'espèces.

3. Critère Environnemental

Ce critère sera apprécié au regard des mesures relatives à l'exécution du marché prises par le candidat en faveur de la protection de l'environnement tels que :

- Le détail de l'utilisation de matériels ou de consommables ayant un faible impact environnemental pour la réalisation des prestations,
- Le candidat détaillera ses engagements pour limiter la dématérialisation des rapports et bon d'interventions.

L'absence de réponse à ce point ne rend pas l'offre irrégulière mais pénalisera le candidat pour l'analyse du critère concerné.

Les engagements pris par le soumissionnaire dans son offre constituent des engagements contractuels qui le lient au CNRS pour l'exécution du marché.

■ Offres non classées :

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
------------------	---

Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

6. SUITE A DONNER A LA CONSULTATION

Les candidats obtiendront une note à chaque critère. Les notes obtenues seront ensuite additionnées pour obtenir une note globale. Celle-ci déterminera la place de chaque candidat dans le classement final. L'accord cadre sera attribué au candidat ayant proposé l'offre économiquement la plus avantageuse et placé en 1ère position de ce classement.

En cas d'égalité de points, l'offre présentant la meilleure note sur le critère prépondérant sera classée première.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations prévues aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours. Il peut néanmoins être inférieur.

Si l'attributaire retenu ne peut présenter les documents qui lui sont demandés dans le délai fixé, son offre est rejetée. Le soumissionnaire dont l'offre se situe immédiatement après dans le classement est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

Après signature de l'accord cadre, en cas d'inexactitude des documents ci-dessus et de ceux fournis au titre de la candidature, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par l'accord cadre.

Il est possible, en accord avec le candidat retenu, de procéder à une mise au point des composantes du marché public sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre ni le classement de l'offre.

Les documents qui seront demandés à l'attributaire, s'il ne les a pas déjà fournis précédemment, sont les suivants :

■ **Pour tous les candidats (établis en France et à l'étranger)**

- En cas de groupement ayant désigné un mandataire, ce dernier doit fournir un document d'habilitation par les autres membres du groupement, qui précise les conditions de cette habilitation,
- Un RIB,
- L'acte d'engagement signé à la main ou de manière électronique.

■ Pour les candidats établis en France

- Une attestation prouvant qu'elle est à jour de ses obligations fiscales auprès du Trésor Public (disponibles sur l'espace sécurisé impots.gouv.fr) ;
- Une attestation d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du CNRS et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- Les pièces prévues à l'article D8222-5 du Code du travail, à savoir une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 ou attestation de vigilance émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - Ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Ou un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- Les pièces prévues à l'article D8254-2 du Code du travail, à savoir la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié, sa date d'embauche nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;

■ Pour les candidats établis à l'étranger

Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement :

- La déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPS " du ministère chargé du travail prévu à l'article R. 1263-12 du code du travail ;
- Une attestation d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du CNRS et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- Les pièces prévues à l'article D8222-7 du Code du travail, à savoir :
 - Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
 - Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale.
 - Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

- Les pièces prévues à l'article D8254-3 et D8254-4 du Code du travail, à savoir détachant des salariés sur le territoire national pour l'exécution de ce contrat, dans les conditions définies à l'article L. 1262-1, elle se fait remettre, lors de la conclusion du contrat, une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, comprenant les indications prévues à l'article D.8254-2. Cette liste est adressée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

Le CNRS s'assurera de l'authenticité de ces attestations, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

Les documents rédigés en langue étrangère devront être accompagnés d'une traduction en français.

Seule la traduction en langue française fait foi.

L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il a la faculté de joindre dès le dépôt de son offre les documents à jour cités ci-dessus. Cette démarche, particulièrement préconisée par le CNRS, permet notamment de raccourcir les délais de notification du marché.

7. SIGNATURE DES DOCUMENTS

■ Généralités

La signature des pièces pour lesquelles cela est requis n'est exigée que de l'attributaire pressenti, à la demande du CNRS.

Le candidat n'est donc pas tenu de signer son offre au moment de sa remise. Cependant, le seul dépôt de l'offre, même non signée, vaut engagement de la part du candidat à signer ultérieurement le marché qui lui sera attribué.

Chaque candidat peut toutefois souhaiter signer les pièces remises plus tôt dans le déroulement de la procédure.

La signature doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat. Cette personne est :

- Soit le représentant légal du soumissionnaire,
- Soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du soumissionnaire (les soumissionnaires doivent joindre la délégation correspondante).

La signature du marché peut être électronique ou manuscrite.

■ Signature électronique

Le candidat peut utiliser l'outil de signature électronique mis à disposition sur la plateforme PLACE ou utiliser l'outil de son choix.

Si le candidat a recours à l'outil de signature proposé par la plateforme, il est dispensé de fournir la procédure de vérification de la signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui de la plateforme, il doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant de procéder aux vérifications nécessaires. Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

La signature est, de préférence, aux formats XAdES, CAdES ou PAdES.

ATTENTION :

Pour pouvoir faire une réponse électronique, l'entreprise doit s'assurer de répondre aux pré-requis techniques de la plateforme (disponibles sur la plateforme après son inscription). L'utilisation de la plateforme pouvant nécessiter un temps d'adaptation, il est vivement recommandé aux candidats de prévoir un délai laissant une marge suffisante pour transmettre leur réponse dématérialisée avant l'heure de clôture de la consultation (notamment en cas de connexion internet fluctuante ou de fichiers volumineux).

L'obtention d'un certificat électronique peut prendre plusieurs jours. Ce certificat électronique doit être associé à une personne dûment habilitée à engager la société du candidat.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que chaque pièce pour laquelle la signature est requise doit être signée électroniquement. La signature d'un fichier ZIP ne vaut pas signature des pièces qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Afin de satisfaire aux obligations fixées ci-dessus, le candidat établi dans un Etat autre que la France, doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.

Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

■ **Rematéralisation et signature du marché**

Le CNRS est susceptible d'exiger la rematéralisation du marché avant sa signature manuscrite en original.

Réponse dématérialisée non signée électroniquement : Dans cette hypothèse, l'attributaire sera invité, avant signature par le CNRS, à fournir un exemplaire physique de chacune des pièces constitutives de la candidature et de l'offre pour lesquelles une signature originale est requise.

La signature originale apposée sera alors une signature manuscrite émanant d'une personne habilitée à engager le soumissionnaire.

8. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

■ **Questions du candidat**

Le candidat peut poser des questions administratives ou techniques relatives au dossier de consultation des entreprises (DCE) du présent marché.

Les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr> (référence de la consultation **2024-LIRMM-07**).

Sur la page de la consultation qui s'affiche, aller à la rubrique "actions", cliquer sur le pictogramme "accéder à la consultation", puis aller à la rubrique "question".

NB : Lorsque le candidat souhaite poser plusieurs questions, il peut joindre à son message électronique sur la plateforme une pièce jointe contenant l'ensemble de ses questions. Ces questions ne sont pas visibles par les autres sociétés ayant téléchargé le dossier de consultation des entreprises, seule l'administration en a connaissance. Les réponses à toutes ces questions publiées sur la plate-forme par le CNRS ne mentionnent pas l'identité des sociétés qui en sont à l'origine.

Une réponse sera adressée, via la plateforme PLACE, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres. Aucune réponse ne sera donnée oralement.

Une réponse sera adressée, via la plateforme PLACE, avant la date limite de réception des offres. Aucune réponse ne sera donnée oralement.

En cas d'indisponibilité de la plateforme (et seulement dans cette hypothèse-là), les éventuelles questions peuvent être envoyées à l'adresse suivante : achatsdr13@dr13.cnrs.fr

Pour les renseignements sur la dématérialisation : numéro d'assistance de PLACE +33 (0)1 76 64 74 07.

■ Voies et délais de recours

Les différends qui pourraient naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de ce contrat feront l'objet d'un règlement amiable préalable entre les parties.

Dès qu'un désaccord persistant est constaté par l'une des parties et porté à la connaissance de l'autre, les parties pourront faire appel au comité consultatif de règlement amiable des litiges, conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique, afin de trouver une solution amiable.

A défaut d'accord sur les propositions de ce comité ou si les parties décident de ne pas faire appel à ce dernier, le litige sera confié au Tribunal Administratif qui est seul compétent.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Montpellier
6 rue Pitot
34063 MONTPELLIER CEDEX 2

Tél : 04 67 54 81 00

Télécopie : 04 67 54 74 10

Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

En cas de manquement par le CNRS aux obligations de publicité et de mise en concurrence auxquelles est soumise la passation de l'accord-cadre, les personnes susceptibles d'être lésées par ce manquement et ayant intérêt à conclure ce contrat, peuvent exercer les recours suivants :

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique, issu de la jurisprudence " Tarn-et-Garonne " (CE, 4 avril 2014, Département du Tarn-et-Garonne, n° 358994).

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.